Norbert Elias et la question des violences impériales. Jalons pour une histoire de la “ mauvaise conscience ” coloniale

Romain Bertrand

▶ **To cite this version:**

Romain Bertrand. Norbert Elias et la question des violences impériales. Jalons pour une histoire de la “ mauvaise conscience ” coloniale. Vingtième siècle. Revue d'histoire, 2010, 106, pp.127-140. 10.3917/vin.106.0127 . hal-03460101

HAL Id: hal-03460101

https://sciencespo.hal.science/hal-03460101

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CAIRN.INFO
Chercher, repérer, avancer.

NORBERT ELIAS ET LA QUESTION DES VIOLENCES IMPÉRIALES

Jalons pour une histoire de la « mauvaise conscience » coloniale

Romain Bertrand

Presses de Sciences Po | *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*

2010/2 - n° 106
pages 127 à 140

ISSN 0294-1759

Article disponible en ligne à l'adresse:

---

http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2010-2-page-127.htm

---

Pour citer cet article :

Bertrand Romain, « Norbert Elias et la question des violences impériales » Jalons pour une histoire de la « mauvaise conscience » coloniale,
Vingtième Siècle. Revue d'histoire, 2010/2 n° 106, p. 127-140. DOI : 10.3917/vin.106.0127

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

Norbert Elias et la question des violences impériales

Jalons pour une histoire de la « mauvaise conscience » coloniale

Romain Bertrand

L'œuvre de Norbert Elias offre-t-elle une grille de lecture pertinente pour penser la question des violences coloniales, dans leur brutalité effective mais également dans l'écart de perception qui peut exister entre le domaine impérial et la métropole ? Si l'espace colonial à proprement parler est bien absent de l'horizon éliassien, Romain Bertrand souligne ici combien la « panique morale » qui s'empare peu à peu des sociétés civiles métropolitaines peut être efficacement pensée grâce à l'analyse éliassienne d'une certaine « sensibilité coloniale », qui contribue, aux Pays-Bas par exemple, à dessiner les contours d'une « polyphonie morale » encore peu étudiée.

Impossible de trouver dans l'œuvre publiée de Norbert Elias la moindre référence aux violences coloniales de l'ère moderne. Quand bien même les grandes découvertes sont contemporaines des processus qu'il décrit, les outremers ne relèvent pas de son territoire d'enquête, centré exclusivement sur la France et les pays germaniques. Jamais les places fortes (*fortalezas*) de l'Asie portugaise ou les comptoirs de l'Amérique espagnole ne retiennent son attention. Lorsqu'il traite des « mutations » que commence à subir, à la Renaissance, le comportement des « guerriers médiévaux », c'est aux duels et aux rapines de la soldatesque, et surtout aux guerres de fiefs qu'il songe, et non aux massacres perpétrés à Mexico ou au Pérou par les conquistadores. Les deux bornes temporelles de la démonstration sont par ailleurs bien connues : tandis qu'au Moyen Âge, « on prenait plaisir à torturer et à tuer, et [que] ce plaisir passait pour légitime », l'on voit s'enclencher à partir du 17e siècle « une modération et une humanisation progressives des manifestations pulsionnelles »[1], laquelle culmine dans le rejet contemporain du sévice. La « curialisation des guerriers », au 17e siècle, les détourne de la jouissance du sang[2]. Caricaturons un peu l'argument. La « guerre en dentelles » limite les dommages collatéraux des heurts entre souverainetés ; le déploiement des « civilités » maniérées assouplit les ego ; l'argent rogne les colères : l'Occident s'apaise.

Bourgogne-Flandres-Germanie, de 1350 à nos jours : Norbert Elias taille large, du

(1) Norbert Elias, *Über den Prozess der Zivilisation : soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen*, t. I : *Wandlungen des Verhaltens in den weltlichen Oberschichten des Abendlandes*, t. II : *Wandlungen der Gesellschaft : Entwurf zu einer Theorie der Zivilisation*, Bâle, Haus zum Falken, 1939. Ce livre a été partiellement traduit en français par Pierre Kamnitzer et publié aux Éditions Calmann-Lévy, dans la collection « Archives des sciences sociales », sous deux titres distincts : *La Civilisation des mœurs* (1973) et *La Dynamique de l'Occident* (1975). Ici, Norbert Elias, *La Civilisation des mœurs*, *op. cit.*, p. 426 et 444.

(2) Norbert Elias, *La Dynamique de l'Occident*, *op. cit.*, p. 219-234.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

moins pour ce qui est des chronologies. Mais la démonstration tiendrait-elle pour l'Empire hispanique de Philippe II ? Les Nouveaux Mondes ne sont-ils pas l'une de ces niches où trouve refuge, au crépuscule des chevaleries, la cruauté des gens d'armes ? Bref, le grand récit éliassien peut-il si impunément faire l'économie des mille et un foyers d'atrocités qui éclosent, aux 16e et 17e siècles, partout où accostent les galions de Séville et les caraques de Lisbonne ? Notre intention n'est pas ici de chercher querelle à une œuvre dont le propos n'est précisément pas de traiter des sociétés ibériques et de leurs appendices asiatiques ou américains. Il n'est pas, non plus, de résumer en quelques milliers de signes l'historiographie immense et sans cesse renouvelée de ce que l'on appelait jadis « l'expansion européenne[1] ». Nous souhaiterions plus modestement, au moyen de quelques récits empruntés aux chroniques des premières navigations européennes en Asie, rappeler comment la violence, qui peut-être s'amenuisait au quotidien en Europe de l'Ouest, se déchaînait, au même moment, aux points limites de sa progression impériale. Ceci afin, dans un second temps, d'interroger un usage possible des propositions éliassiennes pour une histoire des « sensibilités coloniales » de la fin du 19e siècle, au sens, ici, des émotions suscitées en métropole par la publicisation des exactions commises lors des guerres de conquête coloniales.

Le « légitime plaisir de la torture »

Commençons notre périple par un espace méconnu de la rencontre moderne entre Europe et Asie : les sociétés malaises et javanaises du pourtour insulindien. Au 16e siècle, elles enflamment d'autant plus les imaginations qu'elles sont depuis longtemps connues, par les récits génois et vénitiens, comme des lieux de collecte du poivre, du clou de girofle et des noix muscades. Au début du siècle, le poivre est l'or de Venise, qui l'importe des échelles du Levant (Alep et Tripoli, Le Caire et Alexandrie) et le revend sur toutes les places d'Europe. À compter des conquêtes d'Afonso d'Albuquerque en Asie (prise de Goa en 1510, puis de Malacca en 1511), il devient l'or de Lisbonne, et donc, passé 1581, de Philippe II[2]. Au fil des décennies, l'Empire portugais d'Asie – que l'on appelle alors l'Estado da India – se dilate, à défaut toujours de se consolider. La vice-royauté de Goa a autorité sur un dense réseau de places fortes courant de Sofala (sur la côte mozambicaine) à Macao en passant par Ormuz et Malacca. Mais la progression portugaise se heurte à la résistance des sultanats malais et javanais : Aceh (au nord de Sumatra) menace Malacca, lançant contre elle de terribles armadas en 1568 et 1573 ; Banten (sur la côte septentrionale de Java) concède une loge, mais guère plus. Prendre pied à Java devient alors l'obsession des ennemis de Philippe II, qui entendent briser à la source le quasi-monopole hispanique de l'approvisionnement de l'Europe en épices des Indes. Les Hollandais se jettent dans la course et débarquent à Banten en juin 1596, pour en repartir trois mois plus tard en bombardant la ville, avec presque rien en cale. Les Britanniques suivent, qui créent l'East India Company en 1601 et ouvrent l'an-

(1) Pour trois états des lieux complémentaires de la nouvelle historiographie réaliste des commencements de l'Estado da India portugais, voir John Wills, « Maritime Asia, 1500-1800 : The Interactive Emergence of European Domination », *American Historical Review*, 98 (1), 1993, p. 83-105 ; Geoffrey V. Scammell, « The Pillars of Empire : Indigenous Assistance and the Survival of the Estado da India *c.* 1600-1700 », *Modern Asian Studies*, 22 (3), 1988, p. 473-489 ; et John W. Witek, « The Seventeenth-Century European Advance into Asia : A Review Article », *The Journal of Asian Studies*, 53 (3), 1994, p. 867-880.

(2) Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949, 1990, vol. 2, p. 231-264.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

née d'après un comptoir à Banten, dont l'un des premiers marchands (*factors*) se nomme Edmund Scott.

Scott vit son séjour à Banten, de 1603 à 1605, comme une véritable « saison en enfer[1] ». Il se défie de tout et de tous : du régent du lieu, des Javanais, des Indiens, des Hollandais, des fournisseurs chinois, des incendies qui ravagent périodiquement le « quartier des étrangers » (le Pacinan). Le récit qu'il donne en 1606 de son séjour le montre devenant de plus en plus paranoïaque : il passe ses nuits à monter la garde mousquet en main à côté de ses sacs de poivre, est en alerte dès que des Javanais s'approchent de ses murs. Il épie plus particulièrement ses voisins chinois, une famille de briquetiers, qu'il soupçonne de n'avoir d'autre idée que de le dévaliser. Un jour, durant un incendie, l'un de ses coffres de réaux d'argent disparaît. Un barbier anglais lui affirme avoir appris d'un Hollandais le nom du voleur, qui n'est autre que le voisin chinois. Edmund Scott découvre, sous une planche du rez-de-chaussée, l'embout d'un petit tunnel. Persuadé de tenir et la preuve et le coupable, il se rue avec ses hommes chez le malheureux, se saisit des trois hommes présents et les enchaîne. Le premier des Chinois est rapidement relâché, car des dizaines de ses affins viennent bruyamment plaider sa cause. Le second est torturé au moyen d'un « morceau de fer brûlant » : ayant avoué tout et son contraire, il est confié aux autorités javanaises, qui ont fait serment de l'exécuter s'il reconnaissait son crime. Le dernier est soumis à un interrogatoire musclé. Sous l'effet des premiers coups, il « confesse avoir dérobé maints réaux [d'argent] », mais persiste à nier avoir allumé l'incendie. Qu'importe ? Scott est au comble de la rage :

> « À cause de sa maussaderie, et parce que c'était lui qui nous avait mis le feu, je décidai de le cramer un peu, car nous étions alors bouillants de colère. Je commençai par lui glisser le tison de fer brûlant sous les ongles, puis le lui passai sur les doigts des mains et des pieds, en sorte que les ongles en furent arrachés, et parce qu'il ne blêmissait pas avec cela, nous eûmes idée que ses avant-bras et ses jambes avaient été endoloris par les cordes trop serrées. Aussi décidâmes-nous de le brûler au niveau du haut des bras, des épaules et du cou, mais il n'en fit pas plus de cas. Aussi nous le brûlâmes plutôt vers l'arrière-pied, et lui arrachâmes la chair et les tendons avec un morceau de fer. Et après cela je frappai les extrémités de ses os maigrelets avec des fers fumants. Après quoi je lui passai un fer glacé sur les os des bras, et le retirai soudain, pour qu'il en eût bien la sensation. À la suite de quoi [je lui] brisai tous les os des doigts des mains et des pieds avec des pinces[2]. »

Écœurante séance de torture sous les tropiques… dont Scott rend compte, dans un récit destiné à être rendu public, avec une confondante concision. D'où vient la haine qui l'anime et où a-t-il pris le « coup de main » du tortionnaire ? Scott n'était pas un soldat, juste un marchand, l'une de ces modestes chevilles ouvrières du négoce à longue-distance, autrement dit un ancêtre des commis du 19e siècle. Eût-il pu agir de la même manière dans l'arrière-boutique d'un magasin londonien ? D'évidence, les autorités séculières l'en auraient empêché, et ce d'autant plus que les règnes d'Élisabeth Ire (1559-1603) et de James Ier (1603-1625) se caractérisent par une politique de réduction du nombre et des privilèges des gens d'armes[3].

(1) Claude Guillot, « Une saison en enfer : Scott à Banten (1603-1605) », *in* Denys Lombard et Roderich Ptak (dir.), *Asia Maritima : Images et réalités / Bilder und Wirklichkeit, 1200-1800*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1994, p. 27-38.

(2) Edmund Scot, *An Exact Discovrse of the Svbtilties, Fashions, Pollicies, Religion, and Ceremonies of the East Indians as well Chyneses as Iavans, there Abiding and Dwelling […]. Written by Edmund Scott, Resident there, and in Other Places Neere Adioyng, the Space of three Yeeres and a Halfe*, Londres, W. W. for W. Burre, 1606, f° 23 (Brit. Lib. 582.e.3.(4.)).

(3) Rory Rapple, *Martial Power and Elizabethan Political Culture : Military Men in England and Ireland, 1558-1594*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

Edmund Scott profite donc d'une situation particulière de flou juridique : les dignitaires de Banten protègent sourcilleusement les ressortissants javanais de la cité, mais semblent ne pas avoir de jurisprudence concernant le cas atypique d'un Européen molestant un Chinois. Le régent de la ville et le maître du port (*shahbandar*) envoient ainsi à plusieurs reprises leurs agents s'informer du sort des trois malheureux chinois, mais n'interviennent qu'en faveur de l'un d'entre eux, « qui s'était fait Javan », à savoir qui s'était converti à l'islam et bénéficiait à ce titre de la protection du sultan.

Edmund Scott est l'un des premiers agents de l'East India Company à s'établir en Insulinde au début du 17e siècle, tandis que les Portugais sont présents sur les côtes javanaises depuis l'orée du siècle : la chronologie pourrait donc suggérer une plus grande bienveillance lusitanienne à l'endroit des populations d'Asie. Il n'en est évidemment rien. L'Asie portugaise était un monde d'une grande violence, qui effrayait même les aventuriers français et italiens. Tenons-nous en ici, en guise d'illustration, à l'un des plus célèbres récits de voyage portugais : la *Pérégrination* de Fernao Mendes Pinto (1509-1583), rédigée à la fin des années 1570 mais publiée seulement en 1614. L'œuvre a des allures de roman fleuve : elle narre presque trois décennies de va-et-vient incessants entre le Siam, la Chine impériale, l'Inde moghole, le Japon et l'Insulinde. Certains passages, sur la Tartarie notamment, sont invraisemblables, mais d'autres (sur les guerres d'Aceh en pays Batak, sur la montée en puissance de la dynastie Taungu en Birmanie, sur les *fidalgos* (nobles, cf. *infra*) de Goa et de Malacca, sur le négoce des Portugais avec la Chine) fourmillent de précieuses informations. Le récit qui nous intéresse a précisément trait aux premières rencontres des Portugais avec les sociétés du monde chinois. Mendes Pinto s'est embarqué en 1540 à Patani, dans le Sud-Est de l'actuelle Thaïlande, à bord d'un navire affrété par un certain Antonio de Faria, un marchand portugais de Malacca obsédé par l'idée de recouvrer la cargaison que lui a dérobée un pirate du cru du nom de Coja Achem.

L'expédition gagne la mer de Chine, où elle vire rapidement au pillage : les villages côtiers sont détroussés sans ménagement. Les Portugais entendent parler d'une île gorgée de trésors, du nom de Calemplui : ils n'ont dès lors d'autre idée que de s'en aller la dépouiller. Lorsque enfin ils y parviennent, ils se rendent compte qu'elle est un immense sépulcre, où sont inhumés de grands et saints personnages. L'île est maillée de dizaines de chapelles (à savoir des temples) et d'oratoires, dans lesquels prient sans relâche de sages vieillards. À l'entrée d'une chapelle, l'un d'entre eux, « qui semblait avoir plus de 100 ans, dans un très long habit de damas rouge », accueille avec bienveillance Antonio de Faria, et l'interroge sur les raisons de sa venue. Pour tromper la vigilance du vieil homme, le capitaine portugais ment éhontément, affirmant « que parce qu'il avait promis de venir en pélerinage sur cette terre sainte, afin de louer Dieu qui l'avait tiré [d'un naufrage], il venait maintenant tenir sa promesse mais aussi lui demander quelque aumône par laquelle il pourrait se remettre de sa pauvreté ». L'ermite comprend aussitôt de quoi il retourne et met en garde Antonio de Faria contre l'« énorme péché » qu'il s'apprête à commettre :

> « Feignant de trouver bon le conseil qu'il lui donnait, Antonio de Faria l'implora de ne point s'irriter, l'assurant qu'il ne disposait alors d'aucun autre moyen de sauver sa vie que celui qu'il venait chercher ici. À quoi l'ermite, regardant le ciel, les mains levées, répondit en pleurant : "Béni sois-tu, Seigneur, qui tolères sur terre des hommes qui pour sauver leur vie choisissent de t'offenser, plutôt que, pour garantir leur gloire, de te servir un seul jour." Après être demeuré un temps

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

pensif et troublé par ces considérations, il jeta de nouveau les yeux sur le tumulte et le brouhaha que nous faisions en déplaçant et en déclouant les cercueils. Regardant alors Antonio de Faria, qui à ce moment-là se tenait debout, appuyé sur son épée, il le pria de s'asseoir auprès de lui. Ce dernier le fit avec beaucoup de courtoisie et de nombreux compliments, sans toutefois cesser de faire signe aux soldats de poursuivre leur besogne, qui consistait à trier l'argent contenu dans les cercueils, mêlé aux ossements des défunts qui s'y trouvaient aussi ; spectacle que l'ermite supportait si mal, que par deux fois il tomba sans connaissance au pied du banc où il était assis, en homme qui ressentait cela comme une offense grave. »[1]

L'ermite chinois ne cesse ainsi de morigéner les soudards portugais qui souillent gaillardement le sépulcre dont il a la charge. Certes, ne croyons pas ici Fernao Mendes Pinto sur parole : son île, « entourée d'un terre-plein en pierres de taille de jaspe de vingt-six empans de haut » et ceinte d'« une rangée d'innombrables monstres de fonte »[2], n'existe probablement pas plus que sa Tartarie. Il n'empêche que la *Pérégrination* nous offre, avec le récit de la profanation de Calemplui, l'une des scènes les plus stupéfiantes de la pénétration en Asie des Portugais. Voilà que des hommes qui ne cessent de mettre en avant leur piété, qui prient la Sainte Vierge lorsque s'annonce une tempête, s'abandonnent à fracasser des cercueils, dans l'enceinte d'un temple, pour « trier l'argent mêlé aux ossements » ! Aveu véridique ou œuvre de fiction, la *Pérégrination* dit mieux la violence sans bornes de l'Asie portugaise que la plupart des grandes chroniques de l'Estado da India.

Une noblesse d'empire indisciplinée

Le caractère romanesque du récit de Fernao Mendes Pinto pourrait certes laisser croire à une échappée belle dans un univers de pure fantaisie. Mais les documentations plus terre à terre de Goa et de Malacca attestent la violence ordinaire des *fidalgos*. Mi-chefs de guerre, minotables dispendieux, les *fidalgos*, à qui avaient échu la plupart des postes de capitaines dans les cités forteresses de l'Estado da India, n'hésitaient pas à tirer l'épée et à entretenir des milices privées armées jusqu'aux dents :

« La société en Asie portugaise, dans des villes comme Goa, avait sa hiérarchie et ses structures de patronage propres. Les puissants *fidalgos* entretenaient une garnison de soldats autour d'eux, les emmenaient avec eux lorsqu'ils étaient désignés dans tel ou tel poste, et assuraient leur subsistance entre leurs besognes administratives. De même, ces *fidalgos* étaient en relation avec les marchands *casados* pour des raisons commerciales aussi bien que financières ; après tout, à cette époque, les *fidalgos* donnaient une image de générosité (de ce point de vue, la politique de "maison ouverte" où les soldats indigents étaient nourris à la "table" des *fidalgos* est significative), de richesse et de valeur morale. Compte tenu, dès l'origine et jusqu'alors, de leur situation de cadets de la noblesse terrienne, il était clair que les *fidalgos* partaient pour l'Asie pour faire fortune et constituer leur propre patrimoine au Portugal[3]. »

Les *fidalgos* étaient souvent des cadets de bonnes familles désargentés, à qui l'Asie offrait une chance de maintenir leur statut social et de se refaire une santé financière[4]. Un mar-

(1) Fernao Mendes Pinto, *Pérégrination : récit de voyage traduit du portugais et présenté par Robert Viale*, Paris, Minos/La Différence, 2002, p. 286-287.

(2) *Ibid*., p. 284.

(3) Sanjay Subrahmanyam, *L'Empire portugais d'Asie, 1500-1700 : une histoire économique et politique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1999, p. 294. Pour une description de l'univers des *fidalgos* de l'Estado da India, avec pour point de mire Macao, voir Charles R. Boxer, *Fidalgos in the Far East, 1550-1770*, La Haye, M. Nijhoff, 1948.

(4) Sur la composition de l'administration civile et militaire de l'Estado da India, voir Joao Paulo Oliveira e Costa et Vitor Luis Gaspar Rodrigues (dir.), *A Alta Nobreza e a fundaçao do Estado da India : actas do coloquio internacional*, Universidade nova de Lisboa, 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

chand toscan séjournant à Goa en 1599, Francesco Carletti, exprime on ne peut mieux cette donne sociologique pérenne lorsqu'il écrit que « la lascivité et l'oisiveté des soldats, la plupart desquels sont des gentilshommes célibataires sans autre capital que leur cape et leur épée, ni autre compagnie que leur jeunesse, fournissent la matière nécessaire à la conservation et à l'extension de ce royaume [portugais des Indes][1] ». Confrontés aux rudes manières des *fidalgos* des Indes, les voyageurs français n'hésitent d'ailleurs pas à mettre ouvertement en doute la qualité de leur lignage, tant leur paraît improbable l'alliance d'un titre et d'un style de vie violent désormais réprouvé. Ainsi Jean Mocquet, inlassable apothicaire voyageur :

> « Quand [les Portugais] arrivent aux Indes, ils se font braves en peu de temps, se disant tous *fidalgos* et gentilshommes, encore que ce ne soit que paysans et gens de métier. Eux-mêmes me contaient d'un certain d'entre eux nommé Fernando, qui avait gardé les pourceaux au Portugal : venu aux Indes, ajoutant trois lettres à son nom, il se faisait appeler *dom Fernando*, et fut en peu de temps si bien connu et estimé entre les femmes métisses, qu'une l'ayant choisi pour son serviteur, elle le faisait aller à cheval, la chaîne d'or au col, et force esclaves après lui […][2]. »

Nombre de mesures étaient prises pour tenter d'endiguer la fougue combattante des *fidalgos*. En 1592, le vice-roi de l'Estado da India Mathias de Albuquerque, ayant pris acte de « grands délits », promulgua par exemple une loi interdisant que l'on « tire au pistolet et à l'espingarde » dans l'enceinte de la ville de Goa ! En octobre 1597, Philippe II ordonna au vice-roi Francisco da Gama de faire instamment placarder, sur toutes les places de la cité et dans les places fortes de son ressort, l'interdiction des « défis en duel » (*desafios*)[3]. Même la soutane ne protégeait pas de la colère des *fidalgos*. Entre le vice-roi et l'archevêque de Goa, comme entre le capitaine et l'évêque de Malacca, les conflits de prérogatives et de privilèges dégénéraient souvent en affrontement ouvert. Et les *fidalgos* n'hésitaient pas une seconde à menacer les prêtres qui discutaient leur autorité. En 1615, le capitaine de Malacca Dom Joao da Silveira, irrité pour une raison inconnue à l'encontre du prélat, « força son chemin dans l'église [où prêchait l'évêque Gonçalo da Silva] avec plusieurs Japonais de sa garde en armes[4] ».

L'usage d'armes à feu dans l'enceinte même des cités royales, l'irrespect des prêtres et des lieux de culte n'auraient d'évidence pas été tolérés à Coimbra ou à Lisbonne, où la plus forte présence des milices, la sévérité de l'Inquisition et la proximité de la cour auraient d'emblée découragé les fiers-à-bras. La présence sur le sol portugais de troupes espagnoles à compter des Cortes de Tomar de 1581, au terme desquelles Philippe II se voit confirmé dans sa souveraineté sur la totalité de la péninsule, limite également fortement les possibilités de recours aux armes des nobles lusitaniens[5]. Or, les Indes

(1) *Voyage autour du monde de Francesco Carletti (1594-1606). Introduction et notes de Paolo Carile. Traduction de Frédérique Verrier*, Paris, Chandeigne, 1999, p. 252.

(2) Jean Mocquet, *Voyage à Mozambique et Goa : la relation de Jean Mocquet (1607-1610). Texte établi par Xavier de Castro et présenté par Dejanirah Couto*, Paris, Chandeigne, 1996, p. 106-107.

(3) *Terlado da lei q passaou o visso-rej Mathias Dalbuquerque sobre os que tirao com pestolete* (Goa, 13 mars 1592) et *Carte de lei q o snor Conde Vissorej paçou sobre os que lleuao Escritos E Racados de desafios* (Goa, 20 octobre 1597), documents reproduits dans Carlos Renato Gonçalves Pereira, *Historia da administraçao da justiça no Estado da India : seculo XVI*, Lisbonne, Agência-Geral do Ultramar, 1965, vol. 2, p. 190-191 et 193-195.

(4) Manuel Teixeira, *The Portuguese Missions in Malacca and Singapore (1511-1958)*, Macao, Institut culturel de Macao, 1986, vol. 1, p. 204-205. Devant ses offenses répétées, Joao da Silveira fut condamné par la chancellerie royale, en 1622, à verser deux mille cruzados à la cathédrale de Malacca. Indice de la banalité de la violence des *fidalgos*, ce n'est pas l'offense faite au prélat qui suscite le courroux royal, mais le fait que le vice-roi entretienne une « garde de Japonais », lesquels « ne sont pas une race loyale » et ne doivent pas être autorisés (non plus que les Malais et les Javanais) à pénétrer en armes dans « une forteresse entourée de tant d'ennemis ».

(5) Jean-Frédéric Schaub, *Portugal na Monarquia Hispânica (1580-1640)*, Lisbonne, Horizonte, 2001.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

apparaissent, par contraste, comme un territoire où n'ont pas encore prise les normes nouvelles du comportement courtisan : les *fidalgos* s'y pensent encore comme des chevaliers (*cavalleiros*), liés au quotidien par le code martial du devoir d'honneur (*honra*), qui leur fait obligation de venger par l'épée tout affront, aussi minime soit-il. Un texte rédigé vers 1575 à Goa par un *fidalgo* anonyme, et sobrement intitulé *Primor e honra da vida soldadesca no Estado da India* (Honneur et perfection de la vie de soldat dans l'Estado da India), rend bien compte de cette mentalité de chevalerie chrétienne assiégée : l'auteur ne cesse d'enjoindre ses pairs à l'exploit guerrier et, si possible, au martyre[1]. Cette intensité dissemblable des régimes de violence martiale en métropole et dans les comptoirs des Indes s'explique par des données objectives : le pouvoir séculier, à Goa et à Cochin comme à Malacca, n'a pas l'assise dont il dispose à Lisbonne. Les moyens de violence sont bien plus dispersés : ainsi le vice-roi de l'Estado da India dispose-t-il d'une garde personnelle souvent moins imposante que les milices privées de certains *fidalgos*[2]. Son autorité, en outre, est d'autant plus fréquemment contestée qu'il n'a pas de pouvoir de décision en dernier ressort : les *fidalgos* et les colons (*casados*) n'hésitent pas une seconde à faire appel de ses décisions auprès de la chancellerie royale. Afonso d'Albuquerque, le bâtisseur militaire de l'Empire, eut ainsi maille à partir avec un groupe de *fidalgos* de Cochin, organisés autour du marchand de la Couronne (*feitor*) Lourenço Moreno, de l' officier municipal (*alcaide*) Antonio Real et d'un certain Diogo Pereira. Ces vétérans de l'aventure indienne, relayés à Lisbonne par le baron d'Avito, ne cessaient de réclamer à cor et à cris la tête d'Albuquerque au roi Dom Manuel, et finirent par l'obtenir en 1515, provoquant l'incarcération du « Lion des mers » peu de temps avant sa mort[3]. La fronde d'un groupe de *fidalgos* emmenés par Dom Bras de Castro, allié pour la circonstance au secrétaire du Conseil d'État local José de Chaves Sotomaior, mena même en 1653 à la déposition du vice-roi Dom Vasco Mascarenhas : Castro gouverna seul Goa pendant près de dix-huit mois, avant que Lisbonne n'envoie sur place un nouveau vice-roi[4].

Il existe de la sorte à l'âge moderne, dans le champ des processus de civilisation, quelque chose comme une « césure atlantique ». La chose semble tout particulièrement vraie pour les sociétés hispaniques, plus précocement et plus directement concernées par l'expansion impériale. Mais l'exemple du plaisir que prend à la torture le premier marchand de l'East India Company à Banten montre que, même pour les sociétés protestantes du Nord – où nul idéal de Nouvelle Croisade (Nova Cruzada) ne justifiait en amont les exactions de la conquête –, le simple fait de « passer la ligne » semblait autoriser le déni des normes de civilité dominantes. Le regard méprisant jeté par les voyageurs italiens et français sur les *fidalgos* de Goa indique toutefois que ce décalage moral entre espaces métropolitains et impériaux (ou plus précisément : entre le siège des monarchies et les vice-royautés) était, à l'époque, clairement perçu et dénoncé.

(1) Maria Laura de Sousa Lopes Monteiro Pereira, « Primor e honra da vida soldadesca no Estado da India : edição actualizada precedida de um breve estudo historico », mémoire pour l'obtention du titre de maître en littérature et culture portugaises, Universidade nova de Lisboa, 1991, 2 vol.

(2) Artur Teodoro de Matos, « Administraçao », *in* Joel Serrao et A. De Oliveira Marques (dir.), *Nova Historia da Expansao Portuguesa*, vol. 5 (1) ; Maria de Jesus dos Martires Lopes (dir.), *O Imperio Oriental, 1660-1820*, Lisbonne, Estampa, 2006, p. 125-127.

(3) Geneviève Bouchon, *Albuquerque, le Lion des mers d'Asie*, Paris, Desjonquère, 1992, p. 242-253 ; Inacio Guerreiro et Vitor Luis Gaspar Rodrigues, « O "grupo de Cochim" e a oposiçao a Afonso de Albuquerque », *Studia*, 51, 1992, p. 119-144.

(4) Sanjay Subrahmanyam, *op. cit.*, p. 293-294.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

Une lecture éliassienne de la violence coloniale tardive

Peut-on pour autant parler, à ce propos, d'une « matrice impériale » de la violence coloniale tardive ? La « césure atlantique » des 16e et 17e siècles continue-t-elle à opérer au 19e siècle ? Ce qui n'est plus permis, ni même pensable, en métropole, l'est-il dans les territoires placés sous domination coloniale européenne ? L'on sait l'immense transformation que subissent, au fil des 18e et 19e siècles, les présences européennes en Asie. À compter des années 1750 s'édifient en Insulinde, en lieu et place de réseaux de comptoirs discontinus, des dominations territoriales. La conquête des arrière-pays succède à l'implantation sur les côtes. La Compagnie unie des Indes orientales (VOC), fondée à Amsterdam en 1602, se mêle de plus en plus des affaires de succession locales, jouant un prince contre un autre et rognant peu à peu, par le moyen de traités inégaux, les territoires dynastiques javanais. En 1799, la VOC se déclare en situation de banqueroute, et la République batave récupère ses possessions d'Asie : c'est désormais de « colonie d'exploitation » dont il est question. Passée la guerre de Java (1825-1830), dernier sursaut armé des noblesses javanaises, les Hollandais instituent une économie de plantations publiques et maillent l'île de garnisons et de bâtiments administratifs. Dans le dernier tiers du 19e siècle, l'État colonial se ramifie et s'ingénie à prendre en charge, pour assurer la reproduction de la force de travail rurale et acheter la paix sociale dans les faubourgs pauvres, des pans toujours plus étendus de la vie indigène[1]. Subordination de l'Armée royale des Indes néerlandaises (KNIL) au gouverneur-général, programmes d'aménagement urbain, travaux d'assainissement des plaines marécageuses, campagnes de vaccination, ouverture en fanfare de lignes ferroviaires désenclavant les régions montagneuses : à en croire les plaquettes de propagande éditées par les presses officielles à Batavia, la domination coloniale hollandaise ne recourt plus qu'incidemment et à regret à la coercition. L'heure de la « direction bienveillante » des « peuples colonisés » semble avoir sonné. La réalité est pourtant bien différente : l'État colonial hollandais reste un État sur le pied de guerre, qui ne s'assure par la force le contrôle effectif des îles de Bali et de Sumatra qu'à l'orée des années 1910, qui tolère l'exercice d'une justice privée cruelle par les planteurs[2], et qui, dans les années 1930, s'engage dans la répression féroce des mouvements nationalistes. Or, ce recours intermittent mais spectaculaire à la violence grève lourdement la légitimité métropolitaine du projet colonial.

Pour nous en tenir ici à l'exemple le plus significatif, la guerre d'Aceh (1873-1907) devient rapidement un problème moral (et politique) de prime importance pour les Pays-Bas. Le sultanat d'Aceh, sis à la pointe septentrionale de l'île de Sumatra, en bordure du détroit de Malacca, n'avait jamais fait l'objet de la part du pouvoir impérial hollandais, avant le dernier tiers du 19e siècle, de projets de conquête en bonne et due forme. Mais le risque fantasmé d'une alliance dudit sultanat avec d'autres « puissance mahométanes » décide les autorités coloniales à y envoyer, en 1873, des corps expéditionnaires. La guerre se voulait éclair, mais les forces de l'Armée royale des Indes s'enlisent et essuient même plusieurs défaites traumatiques, comme lors de la tentative d'invasion de la capitale, Banda Aceh, en mars 1873. Le commandement militaire colonial (en l'espèce le général Johan-

(1) Pour une description détaillée de cette grande transformation bureaucratique, on se permet de renvoyer à Romain Bertrand, *État colonial, noblesse et nationalisme à Java : la Tradition parfaite (17e-20e siècle)*, Paris, Karthala, 2005, chap. 6, 7 et 8.

(2) Jan Breman, *Taming the Coolie Beast : Plantation Society and the Colonial Order in Southeast Asia*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

nes Van Heutsz et le colonel G. C. E. Van Daalen) opte alors pour une politique de terreur et de terre brûlée, incendiant les villages et les plaines rizicoles, exécutant pour l'exemple de simples villageois, pillant les réserves collectives de nourriture, organisant des rafles d'une extrême brutalité dans les pensionnats coraniques (*pesantren*), suspectés de servir de bases arrière à la résistance acihaise. L'un des lieutenants du corps expéditionnaire de 1895 et futur Premier ministre des Pays-Bas, le conservateur Hendrick Colijn, évoque sans fard la violence de ces campagnes dans une lettre privée :

> « J'ai vu une mère transportant un enfant de six mois sur son bras gauche et tenant une longue lance dans sa main droite se ruer vers nous. L'une de nos balles tua et l'enfant et la mère. À compter de ce moment-là, il ne nous était plus possible de montrer de la pitié, tout était fini. Je donnai l'ordre de rassembler un groupe de neuf femmes et trois enfants qui implorèrent notre pitié et qui furent abattus tous ensemble. Ce ne fut pas un travail agréable, mais il n'y avait rien d'autre à faire. Nos soldats [remuèrent les corps] avec contentement de la pointe de leurs baïonnettes. C'était un travail horrible (*'t was een verschrikkelijk werk*). J'arrête maintenant d'en parler[1]. »

La récipiendaire de cette confession n'était autre que la jeune épouse de Colijn, Helena Groenenberg. Elle inscrivit en marge de la lettre les mots « c'est terrible ! » (*hoe vreeselijk !*). La réaction horrifiée de cette jeune fille de bonne famille, de rude éducation calviniste, n'est pas un cas unique, ni aux Indes ni en métropole. Les exactions de la KNIL à Aceh sont portées à la connaissance du public européen par l'entremise non seulement d'organes de presse hollandais, mais aussi de grands quotidiens internationaux comme le *New York Times*. Ces révélations, fréquemment accompagnées de photographies sans équivoque, provoquent des vagues d'effroi dans la société néerlandaise : le sentiment domine qu'un seuil de violence et de cruauté a été franchi, qui plonge le pays dans le déshonneur. Nombre de facteurs aident à expliquer ce désaveu de l'armée coloniale par la société métropolitaine. Les années 1890 sont, en premier lieu, celles de la montée en puissance des mouvements néocalvinistes, tel le parti antirévolutionnaire du pasteur Abraham Kuyper. Or, ces mouvements réclament un *aggiornamento* de la politique coloniale dans les termes d'une « obligation morale » envers les « peuples inférieurs ». Dans une conférence donnée à Princeton en 1898, Kuyper défend la thèse calviniste de l'absolue souveraineté divine en rappelant que :

> « Aussi puissamment l'État puisse-t-il s'affirmer et opprimer le libre développement de l'individu, il est toujours au-dessus de cet État une majesté bien plus puissante, qui brille devant les yeux de nos âmes : la majesté du Roi des rois, dont la direction vertueuse maintient un droit d'appel pour les opprimés[2]. »

Il s'avère difficile, pour les mouvements néopuritains, d'accepter sans broncher que le « droit d'appel des opprimés » soit incessamment transgressé aux Indes : aussi la plateforme électorale des partis chrétiens, élaborée dans la perspective des élections de 1901, confère-t-elle une position centrale aux « questions coloniales[3] ». Pèse en second lieu, sur la lecture de la guerre d'Aceh, l'élan de sympathie pour la cause des Boers de l'État libre d'Orange et de la République du Transvaal, qui luttent pied à pied, et dans un déséquilibre croissant des forces, contre les troupes britan-

(1) Cité dans Herman Jan Langeveld, *Hendrikus Colijn, 1869-1944*, deel 1 : *Dit leven van krachtig handelen*, Amsterdam, Balans, 1998, p. 59 (avec mention de l'annotation en marge de la lettre).

(2) Abraham Kuyper, « Calvinism and Politics » (1898), reproduit dans James Bratt, *Abraham Kuyper : A Centenial Reader*, Grand Rapids, Eerdmans, 1998, p. 90.

(3) Romain Bertrand, *op. cit.*, p. 352-354 et 445-456.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

niques. La « seconde guerre des Boers » (1899-1902) suscite en effet, aussi bien en métropole qu'en Insulinde, de forts soutiens : à Batavia et à Bandung, des collectes sont organisées et plusieurs centaines de jeunes gens (dont le jeune journaliste et futur activiste anticolonial Ernest Douwes-Dekker) s'embarquent pour l'Afrique du Sud et forment des corps francs aux côtés des assiégés [1]. Or, les cruautés reprochées aux armées britanniques (incendies de campements et de champs, rafles parmi les civils) sont de même nature que celles infligées aux Acihais. L'économie complexe des rivalités interimpériales, et des patriotismes élargis qu'elles attisent, tend ainsi à disqualifier des pratiques de conquête qui ne faisaient pas (ou faisaient peu) problème lorsqu'elles concernaient uniquement des populations extra-européennes. Ce n'est pas tant que l'on plaint les Acihais, qui ne sont après tout que des « fanatiques » ; c'est que l'on déplore, à travers leur sort et l'impossibilité de l'ignorer, la résurgence d'une brutalité coloniale que l'on espérait révolue. Le même émoi – le même malaise – s'empare d'ailleurs à nouveau du public citadin lors des massacres des cours de Badung, en septembre 1906, et de Klungkung, en avril 1908 : l'image de centaines de Balinais marchant vers la mitraille, en un geste rituel de refus absolu de la domination étrangère (*puputan*) [2], est insoutenable à l'ère de la « politique coloniale éthique » (*etische koloniale politiek*), qui entend promouvoir le « bien-être de l'Indigène ».

L'ambivalence du réformisme colonial

Le réformisme colonial a en effet une historicité propre, laquelle n'est pas réductible à la vision inspirée du triomphe inéluctable du sentiment de commune humanité, mais tient de l'histoire de la recomposition des rapports de force politiques métropolitains. Aux Pays-Bas comme dans la plupart des nations impériales ouest-européennes, les « affaires coloniales » sont en effet devenues, au fil de la seconde moitié du 19e siècle, une question de politique intérieure. La Constitution libérale de 1848 avait conféré à la Seconde Chambre des états-généraux (la chambre basse du Parlement) un droit de regard sur les agissements du gouverneur-général des Indes orientales, brisant ainsi le monopole de la chancellerie royale en matière d'informations de première main sur les colonies. Plusieurs lois et ordonnances des années 1860 accroissent en outre la capacité de censure des parlementaires en matière de budget colonial [3]. Les « affaires coloniales » constituent dès lors l'un des chevaux de bataille des libéraux contre les conservateurs, puis des partis chrétiens contre les libéraux. Cette appropriation partisane de la critique des politiques publiques de colonisation favorise la rédaction de rapports et de libelles qui nourrissent un débat public élargi. La publication en 1859 de *Max Havelaar* (roman d'Eduard Douwes Dekker fustigeant le comportement prédateur des autorités coloniales hollandaises et indigènes vis-à-vis des populations rurales javanaises) provoque par exemple de vifs échanges à la tribune de la Seconde Chambre, et débouche *in fine* sur la nomination d'une commission d'enquête [4]. La formation d'un espace de débat public métropolitain (au point de confluence

(1) Paul Van der Veur, *The Lion and the Gadfly : Dutch Colonialism and the Spirit of E. F. E. Douwes-Dekker*, Leyde, KITLV Press, 2006.

(2) Margaret Wiener, *Visible and Invisible Realms : Power, Magic and Colonial Conquest in Bali*, Chicago, Chicago University Press, 1995.

(3) Sur les débats des années 1840-1860 entre libéraux et conservateurs autour de la question de l'autonomie du pouvoir administratif colonial, voir Cornelius Fasseur, *The Politics of Colonial Exploitation : Java, the Dutch and the Cultivation System*, Ithaca, Cornell University Press, 1992.

(4) Les multiples réactions à la publication de *Max Havelaar* se trouvent documentées dans Dik Van der Meulen, *Multatuli : leven en werk van Eduard Douwes-Dekker*, Nijmegen, SUN, 2002.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

de l'affirmation du pouvoir parlementaire, de la multiplication des organes de presse militants, et de l'encadrement partisan croissant des classes moyennes citadines) crée ainsi des conditions nouvelles de circulation de l'information politique, qui sont propices à la publicisation des « questions coloniales ». Il faut garder ce processus à l'esprit pour comprendre les « paniques morales[1] » provoquées, en métropole, par la guerre d'Aceh ou les massacres de Bali.

Il est en sus un ensemble plus circonscrit de circonstances politiques qui favorisèrent la dénonciation publique des exactions commises à Aceh. La revendication d'une amélioration des conditions de vie indigènes était devenue, depuis les années 1880, une antienne des intellectuels proches du mouvement ouvrier néerlandais. Ces derniers étaient d'autant plus sensibilisés aux analogies entre la situation économique du prolétariat métropolitain et la détresse physique et morale des populations javanaises que nombre de leurs compagnons de route syndicalistes avaient été déportés ou avaient fui dans les années 1870 aux Indes[2], d'où ils leur faisaient régulièrement parvenir des rapports fustigeant la mainmise du « grand capital » sur les plantations de sucre, de café et d'indigo. En 1888, Pieter Brooshooft (1845-1921), le rédacteur en chef du journal *De Locomotief* de Semarang – qui devint « le tribunal de dernière instance » de la nouvelle politique coloniale[3] – publia une lettre ouverte provocatrice, dans laquelle il enjoignait le gouvernement de Batavia à s'extraire de l'emprise de la « haute finance[4] ». En 1899, Conrad Van Deventer (1857-1915) fit paraître, dans la revue amstellodamoise *De Gids*, un article intitulé « La dette d'Honneur » (*Een Eereschuld*), dans lequel il encourageait les Pays-Bas à rembourser aux Javanais, sous forme de politiques sociales de grande envergure, tout ce que son pays leur avait « extorqué » depuis des siècles[5]. Van Deventer avait effectué ses études à l'Université de Leyde, puis avait séjourné de 1880 à 1897 à Java. Il avait alors entamé une carrière au sein de l'administration coloniale. Il avait ensuite travaillé pour le cabinet d'avocats Sloet Van Hagensdorp de Semarang. À son retour aux Pays-Bas, il s'était inscrit au parti radical-démocrate, dont il fut élu député de 1905 à 1909 puis de 1913 à 1915, et sénateur en 1911-1913. Il écrivit de nombreux articles sur les « questions coloniales » dans les revues *De Gids*, *De Indische Gids*, *Neerlandia* et *Sociaal Weekblad*[6]. Conseiller spécial du gouvernement en matière d'affaires coloniales, Van Deventer défendit âprement la cause du « bien-être des Indigènes » en prônant la création d'aides sociales à destination des ouvriers et des journaliers agricoles javanais[7].

En 1901, le parti social-démocrate des travailleurs (SDAP), fondé en 1894 par P. J. Troelstra (1860-1930) et animé à la Chambre par Hubertus Van Kol (1852-1925), inclut dans la

(1) Pour reprendre ici une notion élaborée par le sociologue Stanley Cohen dans *Folk Devils and Moral Panics*, Londres, Mac Gibbon & Kee, 1972, et fréquemment reprise par les spécialistes des « mouvements sociaux ».

(2) Pour une histoire de l'implantation du SDAP à Java, voir Fritjof Tichelman (dir.), *Socialisme in Indonesië : de Indische Sociaal-Democratische Vereeniging, 1897-1917*, Dordrecht, Foris, 1985, vol. 1.

(3) Robert Van Niel, *The Emergence of the Modern Indonesian Elite*, La Haye, Van Hoeve, 1960, p. 36. On trouve également de nombreux éléments d'information sur le programme colonial des sociaux-démocrates dans Erik Hansen, « Marxists and Imperialism : The Indonesian Policy of the Dutch Social-Democratic Workers Party, 1884-1914 », *Indonesia*, 16, 1973, p. 81-104.

(4) Sur Pieter Brooshooft, voir Elsbeth Locher-Scholten, *Ethiek in Fragmenten : vijf studies over koloniaal denken en doen van Nederlanders in de Indonesische archipel, 1877-1942*, Utrecht, HES, 1981.

(5) Conrad Van Deventer, « Een Eereschuld », *De Gids*, 63, août 1899, p. 205-257. Pour la biographie de Conrad Van Deventer, voir Herman T. Colenbrander et Joseph Stokvis (dir.), *Leven en arbeid van Mr. C. Van Deventer*, Amsterdam, Van Kampen, 1917, 2 vol.

(6) Akira Nagazumi, *The Dawn of Indonesian Nationalism : The Early Years of the Budi Utomo*, Tokyo, Institute of Developing Economies, 1972, n. 1, p. 175.

(7) Conrad Van Deventer, « Insulinde's toekomst », *De Gids*, 72, août 1908, p. 69-99.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

version préparatoire de son programme électoral (en tous points conforme au programme de Gotha du parti ouvrier allemand), une longue liste de revendications concernant les Indes orientales. Il réclamait notamment la réfection et l'expansion des réseaux de transport et d'irrigation, la mise en place d'un système d'enseignement gratuit pour les Indigènes, une réforme en profondeur des institutions judiciaires et des barèmes fiscaux, le développement de l'artisanat autochtone, l'autonomie budgétaire de la colonie, et surtout « l'élimination du travail forcé et de la culture forcée du café[1] ». Dans un article paru en 1901 dans le *Nieuw Tijd*, magazine du SDAP, Van Kol n'hésita pas à affirmer : « L'administration égoïste et l'exploitation capitaliste de nos colonies doit céder la place à une économie politique de la responsabilité morale[2]. » Diplômé de l'École polytechnique de Delft, Van Kol avait fait carrière comme ingénieur du génie civil à Java. Il fut élu député d'un district de la région de Twente, où étaient concentrées les industries textiles, de 1897 à 1909, puis sénateur de 1913 à 1924[3]. Son rapport à Java était profond : il avait voyagé à travers l'île durant une période de famine et c'est cette expérience traumatique qui l'avait, selon lui, convaincu du bien-fondé d'une nouvelle politique coloniale[4]. Mais il avait aussi des parts dans une plantation de café de la région des Preanger, située dans l'Ouest de Java[5].

Conrad Van Deventer et Hubertus Van Kol étaient des entrepreneurs politiques de scandale colonial : des professionnels de la dénonciation de la part de violence irréductible de la domination européenne en Insulinde. Le mouvement social-démocrate ne fut cependant pas la seule matrice du réformisme colonial. Après leur écrasante victoire électorale de 1901, les partis chrétiens en rajoutèrent dans le langage du « souci de l'Indigène ». En septembre 1902, Alexander Idenburg (1861-1935) fut nommé ministre des Colonies. Or, dans un discours de novembre 1901 prononcé au Parlement, il s'était clairement rangé aux côtés des réformateurs de la politique coloniale en affirmant que :

> « L'objectif de la possession de colonies n'est pas l'expansion territoriale, ni l'augmentation du pouvoir [de la métropole], ni même l'accroissement de [son] capital, mais le développement de la population indigène. Ce n'est pas l'égoïsme qui doit être le principe directeur de notre politique coloniale mais un bien plus noble motif. La recherche de puissance n'en est pas non plus le fondement légal. Ce fondement, c'est la mission morale d'un peuple plus avancé envers les nations

(1) Hubertus Van Kol, « Ontwerp Program voor de Nederlandsche Koloniale Politiek (Congres SDAP 1901) », *De Nieuwe Tijd : Sociaaldemocratisch Maandschrift*, 5, 1900, p. 214-231 ; *id*., « Bestaat er scheiding of eenheid van Nederlandsche en Indische Financieën ? », *De Indische Gids*, 20 (2), 1900, p. 1142-1149. Pour une étude détaillée des prises de position du SDAP dans le débat colonial, voir Fritjof Tichelman, « De sociaal-democratie en het koloniale vraagstruk (De SDAP en Indonesië, 1894-1914) », *in* Mies Campfens, Margreet Schrevel et Fritjof Tichelman (dir.), *Op een beteren weg : schetsen uit de geschiedenis van de arbeidersbeweging*, Amsterdam, Van Gennep, 1985, p. 158-171.

(2) Article paru dans le *Nieuw Tijd* et cité dans Erik Hansen, *op. cit*., p. 88.

(3) Paul Van't Veer, « Ir. Henri Hubertus Van Kol », *Socialisme en Democratie*, 13, 1956, p. 240-247 et p. 305-314 ; *id*., « Kol, Hendrikus Hubertus Van », *Biografisch Woordenboek van het Socialisme en de Arbeidersbeweging in Nederland*, http://www.iisg.nl/bwsa/bios/kol.

(4) Le récit de ce périple se trouve dans Rienzi (pseudonyme de Van Kol), *Land en Volk van Java*, Maastricht, Pieters, 1896. Hubertus Van Kol avait été en charge, dès son arrivée à Java, de l'expansion des réseaux d'irrigation dans la région de Situbondo et à l'est de Surabaya. La genèse de son pamphlet est à chercher dans la polémique qui l'opposa en 1879 aux hauts fonctionnaires de l'administration coloniale, laquelle trouva une première traduction écrite dans des articles publiés dans *De Locomotief* et dans le *Soarabaisch Handelsblad*. Van Kol leur reprochait leur dédain manifeste des besoins réels des Javanais et leur style de vie exubérant.

(5) Willem Vliegen, *Die onze kracht ontwaken deed : Geschiedenis der Sociaaldemocratische Arbeidspartij in Nederland gedurende de eerste 25 jaren van haar bestaan*, Amsterdam, Ontwikkeling, 1924, vol. 1, p. 202-204, cité dans Erik Hansen, *op. cit*., p. 86-87.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

> moins avancées, qui ne sont pas d'une espèce inférieure aux peuples d'Occident mais forment avec eux l'organisme indivisible de l'humanité[1]. »

Un vent de réforme parcourut alors l'édifice administratif insulindien. George Gonggrijp, membre de la haute administration coloniale à Java dans les années 1890, décrit une véritable mutation du personnel administratif des Indes orientales au début du 20e siècle. Ce n'est rien moins, selon lui, qu'un nouveau critère d'avancement de carrière qui s'impose alors : le « dévouement » envers l'Indigène.

> « Jamais aucun gouvernement ne s'est attaché avec tant de conviction, de zèle et d'intelligente minutie à la réalisation du bien de ses sujets que le gouvernement des Indes néerlandaises au tournant de ce siècle. La plupart des fonctionnaires, à cette époque, étaient tombés sous le charme de Multatuli durant leurs études à Leyde et arrivaient aux Indes sous les traits d'idéalistes enthousiastes, emplis d'ardeur à l'idée de prendre part à la grandiose mission civilisatrice des Pays-Bas. À leur arrivée, ils découvraient que la politique officielle équivalait à un programme de bien-être, que le dévouement à satisfaire les gens était une condition de promotion et que quiconque hésitait à s'insinuer dans la vie indigène était regardé avec la plus grande défaveur, ainsi qu'un fonctionnaire faible et récalcitrant[2]. »

Les jeunes fonctionnaires coloniaux recrutés à l'orée du siècle en métropole colportèrent aux Indes cette vision morale. Nombreux parmi eux étaient ceux qui partaient en Insulinde en conquérants au grand cœur, persuadés de s'en aller secourir des âmes égarées et des corps délabrés. Dans ses mémoires, Daniel Van der Meulen, qui débuta sa carrière en pays Batak (à Sumatra-Ouest), évoque en termes épiques la naissance de sa vocation coloniale :

> « Un soir, notre père prit le risque de nous lire des extraits de *Max Havelaar*. […] C'était profondément tragique et écrit de la main d'un auteur qui fut lui-même témoin de nombreuses injustices commises sous notre régime colonial. Lorsque notre père suspendit sa lecture, notre émotion était quasiment palpable. Père était effrayé et nous enjoignit de ne pas accorder trop de crédit à l'auteur parce qu'il était athée et avait pêché par adultère [...]. Nous ne fûmes pas convaincus et crûmes cet auteur inspiré qui s'était lancé dans la défense des pauvres et des opprimés. En ce qui me concerne, j'étais intimement persuadé qu'il avait dit la vérité, et ce fut lui qui renforça ma conviction que ma vocation était de travailler au service des opprimés, au service de ces masses apathiques dans les Indes. J'achetai l'ouvrage, j'ingurgitai chacun de ses mots. Avec mon maigre argent de poche je m'abonnai à un périodique colonial. J'étais déjà sur le chemin de l'Indonésie[3]. »

Comment penser plus cinglante contradiction que celle entre cette charité enthousiaste et les exactions de la guerre d'Aceh ? Comment réconcilier les propos iréniques d'Alexander Idenburg et de Daniel Van der Meulen avec le récit sordide du lieutenant Hendrik Colijn ? L'arrivée des jeunes administrateurs réformateurs en Insulinde et l'écrasement sans pitié de la résistance acihaise sont pourtant strictement contemporains. Le commandant des sanglantes campagnes des années 1890, Johannes Van Heutsz, fut même nommé gouverneur-général des Indes orientales en 1904. Le triomphe du réformisme colonial ne signifia donc aucunement la fin du recours à la violence extrême.

(1) Propos cité dans Conrad Van Deventer, « Een Bemiddelings Voorstel », *De Gids*, 66, août 1902, p. 212-231. La personnalité d'Alexander Idenburg est bien décrite dans Frederik L. Rutgers, *Idenburg en de Sarekat Islam in 1913*, Amsterdam, Noord Hollandsche Uitg. Maatschappij, 1939, p. 10-14.

(2) Propos cité dans John Furnivall, *Netherlands India. A Study of Plural Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1939, p. 314.

(3) Daniel Van der Meulen, *Don't you Hear the Thunder ? A Dutchman's Life-Story*, Leyde, Brill, 1981, p. 10-11.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po

Mais il facilita l'expression publique de sa dénonciation.

L'apport d'un regard éliassien sur les violences coloniales tient ainsi peut-être à la prise en compte et à l'explicitation des *émotions* qu'elles suscitèrent en métropole(s). Pour ce qui concerne le public lettré des Pays-Bas de la fin du 19e siècle, les exactions militaires perpétrées par l'Armée des Indes, sans respect aucun des « lois de la guerre », ne sont plus acceptables : elles actualisent un possible de cruauté qui contredit l'image d'une domination rationnelle et bienveillante. Car elles dévoilent la persistance d'une brèche coloniale dans un processus de « civilisation des mœurs » que l'on souhaite irréversible. Le malaise, l'effroi, la colère provoqués en métropole par la guerre d'Aceh, puis par les massacres de Bali, indiquent en creux la prégnance de seuils nouveaux de « violence légitime ». Ils révèlent la polyphonie morale de « sociétés impériales [1] » travaillées alors par des processus contradictoires : celui, d'une part, de la mise à distance racialiste des colonisés ; celui, d'autre part, de la progression du sentiment de commune humanité. Les deux processus peuvent d'ailleurs ne pas être de nature antagoniste : les Acihais sont bel et bien une « peuplade arriérée », qui plus est rongée par le « fanatisme », mais il n'est plus pour autant admissible de les massacrer. Pour l'historien du fait impérial, faire son miel des travaux de Norbert Elias, avec leur insistance sur les « décalages » entre régimes de sensibilité et sur les mouvements contradictoires des rapports collectifs à la violence, revient peut-être à s'atteler, en somme, à une histoire de la « mauvaise conscience » coloniale [2].

Romain Bertrand, Sciences Po, Centre d'études et de recherches internationales (CERI), CNRS, 75006, Paris.

Spécialiste de l'histoire politique moderne et contemporaine de l'Indonésie, **Romain Bertrand** est directeur de recherche au CERI. Il a notamment publié *Indonésie, la démocratie invisible* (Karthala, 2002), *La Tradition parfaite : État colonial, noblesse et nationalisme à Java (17e-20e siècle)* (Karthala, 2005) et *Mémoires d'empire : la controverse autour du « fait colonial »* (Éditions du Croquant, 2006). (romain.bertrand@sciences-po.fr)

(1) Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales : Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 2001.

(2) Ceci en écho à Jennifer Pitts, *Naissance de la bonne conscience coloniale : les libéraux français et britanniques et la question impériale (1770-1870)*, Paris, L'Atelier, 2005, 2008.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 06/06/2014 14h56. © Presses de Sciences Po